

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL N°2024-050**

**SEANCE DU 19 SEPTEMBRE 2024**

**BILAN DE LA CONCERTATION ET ARRET DU PROJET DE  
PLAN LOCAL D'URBANISME**

L'an deux mille vingt-quatre, le dix-neuf septembre 2024, à 20h00, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de M. Norbert SANTIN, Maire.

**ETAIENT PRESENTS :**

M. Norbert SANTIN, M. Christian KERVAZO, Mme Laudénia VELHO, M. Pierre-Jean LE BEC, Mme Annie LECLERC, Mme Roseline WIART, Mme Régine DONNEGER, M. Laurent BOIVIN, Mme Rose-Marie RYBSKI, Mme Françoise NOËL, M. Fredy PATTA, Mme Sandrine DENESVRE-CARPENTIER, M. Benoît POULARD, Mme Virginie POULARD, M. Harbi HABOUIA, M. Jean-Marie GUERO, M. Rudy KAZI MATSIKA, Mme Manon CASSE, M. Michel GRIMAUULT, M. Francesco ARBETTI, M. Bertrand ROCHERON, M. Jean-Jacques LOEGEL, M. Wissam DRABIH

**ETAIENT ABSENT(E)S AVEC POUVOIR :**

M. Fabrice ARBELET M. Laurent BOIVIN  
M. Franck JOHN pouvoir à M. LE BEC  
M. Serge HUBERT pouvoir à Mme Rose-Marie RYBSKI  
Mme Nathalie SIMON pouvoir à Mme Françoise NOËL  
M. Jean-François BECHU pouvoir à M. Christian KERVAZO  
M. Sébastien MERMET pouvoir à Mme Annie LECLERC  
Mme Clémentine DION pouvoir à M. Norbert SANTIN  
M. Nicolas QUINT pouvoir à M. Benoît POULARD  
Mme Mélanie LAMEIRA RODRIGUES pouvoir à Mme Laudénia VELHO

Laurent BOIVIN est désigné secrétaire de séance en application de l'article L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales

\*\*\*

NOMBRE DE CONSEILLERS EN EXERCICE : ..... 32  
NOMBRE DE CONSEILLERS PRESENTS : ..... 23  
NOMBRE DE SUFFRAGES EXPRIMES : ..... 32  
DATE DE LA CONVOCATION : ..... 13 septembre 2024

\*\*\*

REÇU EN PREFECTURE

le 24/09/2024

Application agréée E-legalite.com

## **BILAN DE LA CONCERTATION ET ARRET DU PROJET DE PLAN LOCAL D'URBANISME**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** le Code de l'urbanisme, et notamment les articles L.153-11, L.153-31 et suivants ;

**VU** le Code de l'environnement ;

**VU** les documents supra communaux, et notamment le schéma directeur de la Région Ile-de-France (SDRIF) approuvé par décret n°2013-1241 du 27 décembre 2013 ;

**VU** le Schéma Régional de Cohérence Écologique d'Ile-de-France (SRCE) adopté le 21 octobre 2013 ;

**VU** le Plan de Déplacements Urbains d'Ile-de-France (PDUIF) approuvé le 19 juin 2014 ;

**VU** la délibération n°2019 II 01 du 27 mars 2019 relatif à l'arrêt du Plan Local de l'Habitat 2019-2024 de Cœur d'Essonne Agglomération ;

**VU** la délibération communautaire n°19-207 du 19 décembre 2019, approuvant le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) ;

**VU** le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 29 septembre 2016, rectifié le 26 janvier 2017 et modifié par délibération du conseil municipal du 6 décembre 2018 ;

**VU** la modification n°2 approuvée par délibération du conseil municipal du 7 octobre 2021 ;

**VU** la délibération du Conseil Municipal n° 2022-18 du 17/03/2022 portant prescription de la révision du Plan Local d'Urbanisme et la délibération n° 2022-19 du 17/03/2022 prenant acte de la tenue du débat sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durable (PADD) ;

**VU** la délibération n°2023-054 du 17 octobre 2023 relative à un second débat sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) ;

**VU** les réunions du 9 octobre 2023 et du 18 juin 2024 avec les Personnes Publiques Associées (PPA) à la révision du PLU ;

**VU** l'évaluation environnementale réalisée pour mesurer les incidences du projet du PLU sur l'environnement ;

**VU** le bilan de la concertation joint à la présente délibération ;

**VU** le projet du nouveau Plan Local d'Urbanisme

**VU** l'avis de la Commission Urbanisme et travaux du 11/09/2024 ;

**CONSIDERANT** que conformément aux dispositions du Code de l'Urbanisme, la révision du PLU a fait l'objet d'une concertation préalable avec les habitants et qu'une information tout au long du projet d'élaboration a été réalisée ;

**CONSIDERANT** que la concertation s'est déroulée selon les modalités suivantes :

- Réunions publiques ;
- Registre de concertation avec dossier papier tenu à disposition du public en Mairie,
- Information régulière dans le journal local ;
- Des informations et espaces de contribution sur le site internet de la ville et sur la plateforme citoyenne en ligne de la ville ;

**CONSIDERANT** les pièces constituant le nouveau Plan Local d'Urbanisme :

- Le rapport de présentation, comportant le diagnostic, l'état initial de l'environnement, la justification des choix retenus et de la modification du zonage ;
- L'évaluation environnementale ;
- Le projet d'aménagement et de développement durable (PADD) ;
- Les orientations d'aménagement et de programmation ;
- Le règlement et les documents graphiques ;
- Les annexes.

**APRES EN AVOIR DELIBERE, LE CONSEIL MUNICIPAL, A L'UNANIMITE**

#### **ARTICLE 1**

**TIRE** le bilan de la concertation du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Saint-Germain-lès-Arpajon annexé à la présente délibération.

#### **ARTICLE 2**

**PRECISE** qu'aucune observation de nature à remettre en cause les orientations retenues n'a été relevées et décide de poursuivre la procédure.

#### **ARTICLE 3**

**ARRETE** le projet de plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Saint-Germain-lès-Arpajon tel qu'il est annexé à la présente délibération.

#### **ARTICLE 4**

**PRECISE** que le projet de PLU arrêté sera notifié pour avis :

- conformément aux articles L153-16 à L153-18 : aux personnes publiques associées, aux communes limitrophes et établissements publics de coopération intercommunale qui ont demandé à être consultées sur le projet, à la Commission départementale de la consommation des espaces naturels agricoles et forestiers (CDPENAF) prévue à l'article L112-1-1 du code rural et de la pêche maritime.
- conformément à l'article R153-6 du code de l'urbanisme, à la chambre d'agriculture, de l'Institut National des Appellations d'Origines (INAO) et du Centre National de la Propriété Forestières (CNPF).

#### **ARTICLE 5**

**INFORME** que les personnes publiques mentionnées aux articles L132-12 et L132-13 pourront en prendre connaissance si elles le demandent.

## **ARTICLE 6**

**AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant, à prendre tous les actes nécessaires à la poursuite du projet de révision du PLU de la commune de Saint-Germain-lès-Arpajon.

Fait à Saint-Germain-lès-Arpajon, le 19 septembre 2024

Affiché le 24/09/2024



**Le Maire,**

**Norbert SANTIN**

*Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours juridictionnel devant le Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.*